

**RAPPORT N° 2024/1-11
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 15 février 2024**

OBJET

RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE ACCORDEE A MONSIEUR FIROZ PAREKH POUR UNE ACTIVITE DE VENTE DE PIZZAS SUR LES PARCELLES AO325 ET AO326 SITUEES RUE DU MARECHAL LECLERC A SAINT-DENIS – APPROBATION DE LA CONVENTION CORRESPONDANTE

ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE

Monsieur Firoz PAREKH, résidant à Saint-Denis occupe actuellement les parcelles communautaires cadastrées A0325 et A0326 au 240, rue Maréchal Leclerc à Saint-Denis, pour l'exploitation d'une activité de vente de pizzas et boissons dénommée « Pizza Box ».

Une autorisation d'occupation temporaire (AOT) lui a été accordée à compter du 9 mai 2023 pour une durée d'une année.

Monsieur Firoz PAREKH a sollicité de la CINOR en date du 25 janvier 2024, le renouvellement de son autorisation d'occupation temporaire du domaine public en vue de poursuivre son activité.

Sur l'aspect financier, le Conseil de la Communauté a approuvé la grille tarifaire actualisée pour l'occupation du domaine public communautaire par des activités économiques, le 5 avril 2023. Conformément à cette grille, la redevance applicable est de 720 euros par mois pour ce module bar, qui occupe un espace total de 18,4 m².

Est joint en annexe de ce rapport, le projet de convention d'occupation précaire du domaine public à conclure avec Monsieur Firoz PAREKH. La durée proposée pour cette convention est d'une année.

L'avis de la Commune de Saint-Denis a été sollicité et cette dernière a émis un avis favorable en date du 31 février 2024.


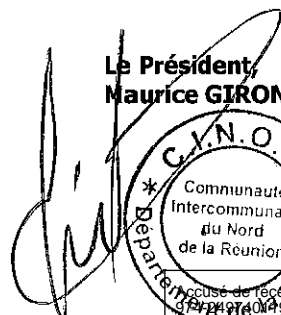
Il est à noter que Monsieur Firoz PAREKH est redevable de la somme de 1800 € de ses redevances correspondant à ses redevances du 4^{ème} trimestre de 2023.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- Approuver la mise à disposition d'un emplacement sur les parcelles communautaires AO325 et AO 0326 situées au 240 rue Maréchal Leclerc à Monsieur Firoz PAREKH, pour son activité de vente de pizzas et de boissons pour une durée d'un an sous réserve du paiement de la totalité des redevances d'occupation restant éventuellement dues à l'expiration de la convention en cours.
- Approuver le renouvellement sous réserve de la condition précitée de la convention d'occupation précaire du Domaine Public jointe en annexe.
- Autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion

Accusé de réception en préfecture
07449-20240215-BC2024-1-11-DE
Date de transmission : 22/02/2024
Date de réception préfecture : 22/02/2024

**DECISION N° 2024/1-11
du Bureau de la Communauté
en séance du 15 février 2024**

RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE ACCORDEE A MONSIEUR FIROZ PAREKH POUR UNE ACTIVITE DE VENTE DE PIZZAS SUR LES PARCELLES AO325 ET AO326 SITUEES RUE DU MARECHAL LECLERC A SAINT-DENIS – APPROBATION DE LA CONVENTION CORRESPONDANTE

ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/1-11 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240215-BC2024-1-11-DE
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception préfecture : 22/02/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver la mise à disposition d'un emplacement sur les parcelles communautaires AO325 et AO 0326 situées au 240 rue Maréchal Leclerc à Monsieur Firoz PAREKH, pour exercer son activité de vente de pizzas et de boissons sous réserve du paiement de la totalité des redevances d'occupation restant éventuellement dues à l'expiration de la convention en cours.

ARTICLE 2

D'approuver le renouvellement sous réserve de la condition précitée de la convention d'occupation précaire du Domaine Public joint en annexe pour l'activité envisagée

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 14
Suffrages exprimés : 14
Vote pour : 14
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde **22 FEV 2024**

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

